



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07
Site Internet : filpac-cgt.fr

Et maintenant, ils nous présentent la facture de leur crise ! Et nous devrions payer ?

Le Premier ministre vient d'annoncer les premières mesures du plan d'austérité à venir. Il commence par un gel des dépenses de l'Etat pour 3 ans. Ce n'est pas rien, mais il y aura, à l'occasion du **sommet social du 10 mai**, un autre volet, dans lequel figure le régime des retraites.

Le gouvernement entre dans la phase active du plan intitulé : « faire payer la crise aux travailleurs. » Ce plan est européen, il a commencé par la Grèce.

C'est leur crise, pas la nôtre !

Les banquiers et les organismes financiers viennent à peine de restaurer leurs profits grâce à l'intervention massive et immédiate de l'Etat, que surgit une autre crise.

Cette fois, ce n'est pas la spéculation sur les prêts immobiliers aux Etats-Unis et les « subprimes », c'est la spéculation sur les dettes des Etats ! Le tir spéculatif est guidé par ces agences de notations auxquelles le gouvernement s'empresse de plaire.

Régulation ? Le système financier international remercie les Etats qui l'ont remis en l'état, sans contrepartie. Puisqu'aucune mesure de régulation n'a été prise, la finance internationale recommence comme avant, et s'en prend maintenant aux Etats et à leurs dettes.

La vraie crise, c'est la crise des solutions à la crise

La facture ? Les travailleurs devraient payer le prix de la crise financière précédente, et les frais à venir de la crise spéculative sur les dettes des Etats. Comme l'ivrogne est toujours entre deux vins, nous devrions entrer dans une période d'entre deux crises.

Voilà des gens qui nous disent : « nous prévoyons jusqu'en 2050 le déficit des retraites », mais qui sont incapables de percevoir la crise à venir derrière celle qu'ils viennent de traiter. Parce que leur traitement, c'est laisser passer, laisser faire la finance internationale, le Fmi, la banque centrale européenne...

Dans les luttes dès maintenant, préparons un grand 27 mai, pour la retraite, l'emploi et le salaire

La facture de la crise ? Ou bien nous acceptons de passer sous le joug des agences de notation, ou bien nous créons une mobilisation telle que l'intérêt général l'emporte sur les spéculateurs et leurs organisations infernales.

Alors pour nous faire entendre, dans les luttes, dans les conflits, dans les actions, préparons un grand 27 mai.

Rien n'est joué. C'est maintenant que tout commence.



Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent à une journée nationale de mobilisation Jeudi 27 mai 2010

Emploi, salaires, retraite : tous mobilisés, rassemblés et exigeants !

Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé, en France et en Europe, les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux.

Avant même que le Président de la République ne réunisse un "sommet social" le 10 mai 2010, le Premier ministre annonce un gel des dépenses de l'Etat pour les 3 ans à venir. Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive.

Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs.

Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi "en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé" doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle.

Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Pour toutes ces raisons et dans un cadre unitaire, les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Elles appellent l'ensemble de leurs organisations à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires.

Communiqué commun, le 6 mai 2010